



**Réponse de RTE à la consultation publique de la CRE
du 23 juillet 2019 N°2019-013 relative au prochain
tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz
naturel de GRTgaz et Teréga**



RTE a souhaité répondre à deux questions de la consultation publique de la CRE du 23 juillet 2019 N°2019-013 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga, dans la mesure où certaines dispositions du cadre réglementaire s'appliquant à ces deux opérateurs pourraient également s'appliquer à RTE pour la prochaine période tarifaire du TURPE HTB.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Comme exprimé dans la réponse à la consultation sur le cadre de régulation de février 2019, RTE n'est pas favorable à ce dispositif. En effet, les choix d'investissement de RTE se font selon des critères de rentabilité socio-économique et non pas à l'aune du taux de rémunération du capital ; les modifications envisagées resteront donc sans incidence sur les critères de décision des investissements régulés. De surcroît, RTE est attaché à la lisibilité de la régulation et à la simplicité de mise en œuvre qui en découle. Cette lisibilité a un caractère rassurant, important pour tous les acteurs du système électrique mais aussi pour les investisseurs auprès desquels RTE se finance à long terme.

Plus précisément:

- Si l'objet du dispositif est de ne pas envoyer d'incitations au surinvestissement, RTE rappelle qu'en tant qu'opérateur régulé, ses décisions d'investissement sont prises sur la base des gains nets pour la collectivité sur la durée de vie du projet, actualisés avec un taux d'actualisation socio-économique différent du CMPC régulé. Ce dispositif n'aurait donc pas d'effet sur ses décisions d'investissement et donc, à terme, sur ses volumes d'investissement ;
- Des questions concrètes de mise en œuvre se posent : Si un tel dispositif était appliqué à RTE, il pourrait y avoir jusqu'à cinq BAR à suivre et à prévoir (BAR historique, BAR mise en service en 2020, en 2021, en 2022 et 2023) selon plusieurs catégories puisque, depuis TURPE 5, les actifs « réseaux » et « hors réseaux » sont traités différemment. Ce dispositif introduirait des coûts SI importants et une complexité de gestion, qui contribueraient à éloigner encore davantage l'opérateur régulé du fonctionnement d'une entreprise « normale », l'obligeant à développer un suivi administratif, consommateur de ressources et peu porteur de sens ;
- Le dispositif enverrait un mauvais signal aux marchés financiers : les investisseurs ont fait savoir à RTE qu'ils appréciaient la lisibilité de la régulation française, en particulier en matière de rémunération de la BAR grâce au taux unique de CMPC. Introduire de la complexité et risquer de brouiller la lisibilité ne peut, à termes, qu'avoir des conséquences négatives.

Concernant le fonctionnement du dispositif, des interrogations demeurent :

- La rémunération des nouveaux actifs serait-elle dépendante de l'année de mise en service de l'actif (et resterait alors constante pendant quatre ans, ce qui

conduirait à appliquer jusqu'à quatre CMPC différents la même année, en plus du CMPC historique), ou serait-elle dépendante de l'année d'application (auquel cas il y aurait deux CMPC différents par année de la période ATRT7 et des trois premières années de la période ATRT8, même en l'absence de reconduction du dispositif) ?

- Quelle méthodologie de calcul de l'écart entre le taux de rémunération des actifs historiques et celui des nouveaux actifs permettrait d'estimer cette rémunération ?

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

La proposition de la CRE consiste à « *prendre en compte les produits de cession des actifs via le CRCP de façon à faire bénéficier les consommateurs, au moins en partie, des gains tirés de la revente de ces actifs, dans la mesure où ils en ont supporté les coûts (le revenu autorisé des opérateurs couvrant l'amortissement annuel des actifs de la BAR).*

S'agissant des montants des produits de cessions d'actifs immobiliers qui pourraient être recouverts par le tarif, ils pourraient correspondre :

- *soit au montant des amortissements couverts et financés par le tarif d'utilisation sur la durée d'utilisation de l'actif ;*
- *soit au pourcentage du financement de l'actif par le tarif sur la durée de vie d'utilisation, appliqué au produit net de la cession. »*

Aujourd'hui, dans la régulation tarifaire des opérateurs de gaz comme d'électricité, les cessions d'actifs et leurs produits ne font pas l'objet d'un traitement particulier.

Pour RTE, ces produits sont particulièrement volatils du fait de la forte variabilité des cessions d'une année sur l'autre, tant en nombre qu'en montant. Les éventuelles plus-values réalisées lors de ces cessions contribuent marginalement au financement du programme d'investissement. Dans la logique proposée par la CRE, RTE préférerait que ces plus-values soient sanctuarisées via un outil ad-hoc qui permettrait par exemple de financer des investissements dans des actifs de même nature et de limiter la croissance de la dette d'autant. Cependant, cela semble compliqué au regard de l'application des normes comptables.

RTE estime que le traitement des actifs cédés proposé par la CRE fait sens dans ses principes, dans la mesure où les utilisateurs ont participé au financement des actifs cédés, mais que les modalités de mise en œuvre de ce dispositif devraient être revues. Notamment, faut-il que le dispositif s'applique à toutes les cessions ou à celles dépassant un certain montant ? Les montants concernés ne devraient-ils pas être les écarts entre les produits de cession et les valeurs nettes comptables de ces actifs ?

L'application plus concrète de ce dispositif pourrait consister à intégrer au revenu autorisé un produit correspondant à tout ou partie des plus-values (produits de cession auxquels serait soustraite la VNC des immobilisations cédées) réalisées, sur la base des montants historiques constatés. L'écart constaté entre cette trajectoire de référence et tout ou partie de la trajectoire réelle serait inclus au CRCP.